

[Texte]

do it, but not for the total administration of the act. There would be no cost to government. There is definitely a cost to government in doing what this act needs to do for the health of the people and of the animal population.

• 2200

**Mr. Foster:** Was that designed to limit the cost-recovery to simply the procedure or the activity taking place immediately adjacent to the cost-recovery, and not for the overall cost of paying for the senior help in the department, such as those who come before parliamentary committees, and so on?

**Mr. Brightwell:** I feel that for further clarity. . . And by the way, this is in other acts. This is a common statement. It is a movement away from what the other acts say. In fact, the succeeding act we are going to see will have the same amendment.

I felt that this made it clear that we were not trying to recover all the cost of administration of the whole act, just those costs of benefit to the individuals.

**Mr. Foster:** It sounds good.

Amendment agreed to

**The Chairman:** Shall clause 64 as amended carry?

**Mr. Foster:** No. This is the whole guts of the act. For the benefit of the committee, I wonder if we could just know which are the relatively new sections of the act. Obviously new are clause 64 and so on, when we get up to paragraph 64.(1)(i) with regard to the humane treatment of animals and so on. Are there other new provisions of the act up to paragraph 64.(1)(i), Dr. Peart?

**Dr. Peart:** In order that I do not make a mistake, perhaps I could just go down the paragraphs very quickly and tell you which are new and which are not.

Paragraphs 64.(1)(a), (b) and (c) are, we hope, simply rewriting in a more simple form a previous two paragraphs. They were long and convoluted. We do not believe there is any new power, and we hope there is none lost.

Paragraph 64.(1)(d) is the same thing, although it confirms that we can now regulate how garbage is handled. We have always done that. This is international garbage at airports and seaports.

It is prohibited except where it comes into the country as a result of food fed to passengers. We have tacked it on that not only can we regulate whether it comes in, but also how it is handled once it gets in there. We really believe that the power was there before. This just confirms it.

**Mr. Foster:** I am interested to know what arrangements you made with regard to the garbage from Pearson International Airport.

[Traduction]

recouvrement des coûts pourrait être appliqué dans les domaines où il a été décidé qu'il était nécessaire ou adapté mais pas dans le cas de l'application totale de la loi. Cela n'entraînerait aucun frais pour le gouvernement. Or, le gouvernement doit nécessairement assumer certains frais pour répondre aux exigences de cette loi en matière de santé de la population humaine et animale.

**M. Foster:** S'agissait-il de limiter le recouvrement des frais à la procédure ou à l'activité qui est actuellement concernée sans qu'il soit question des frais généraux correspondant aux cadres supérieurs du ministère, par exemple, ceux qui comparaissent devant les comités parlementaires, etc.?

**M. Brightwell:** Je pense que pour mieux préciser. . . D'ailleurs, cela figure dans d'autres lois. C'est une déclaration courante. C'est différent de ce que stipulent les autres lois. En fait, la loi que nous allons voir ensuite contiendra le même amendement.

Je pensais que cela établissait clairement que nous n'avions pas essayé de récupérer la totalité des frais entraînés par l'application de l'ensemble de la loi mais simplement des frais apportant un avantage à des particuliers.

**M. Foster:** Cela paraît raisonnable.

L'amendement est adopté

**Le président:** L'article 64, tel que modifié, est-il adopté?

**M. Foster:** Non. Cet article constitue le coeur même de la loi. Je pense qu'il serait bon pour les membres du Comité de savoir quels sont les articles relativement nouveaux dans ce projet de loi. Ce qui est de toute évidence nouveau c'est la partie de l'article 64 quand on arrive à l'alinéa 64.(1)(i), à propos du traitement humanitaire des animaux, etc. Y-a-t-il d'autres dispositions nouvelles figurant dans cette loi avant l'alinéa 64.(1)(i), docteur Peart?

**M. Peart:** Pour ne pas risquer de me tromper, je pourrais peut-être passer très rapidement en revue les différents alinéas pour vous dire lesquels sont nouveaux.

Les alinéas 64.(1)(a), (b) et (c) sont, nous l'espérons, seulement une nouvelle rédaction simplifiée de deux alinéas préexistants qui étaient longs et compliqués. Nous ne pensons pas qu'ils ajoutent un pouvoir quelconque et espérons qu'ils n'en éliminent aucun.

C'est la même chose pour l'alinéa 64.(1)(d), bien qu'il confirme que l'on peut maintenant réglementer la façon de traiter les ordures. Nous l'avons toujours fait. Il s'agit des ordures internationales aux aéroports et aux ports maritimes.

L'importation de ces ordures est interdite à moins qu'elles ne viennent des aliments donnés aux passagers. Nous avons ajouté que nous pouvons réglementer non seulement la venue éventuelle mais également la façon de traiter ces ordures une fois qu'elles sont là. Nous pensons vraiment que ce pouvoir existait déjà auparavant. Ceci ne fait que le confirmer.

**M. Foster:** J'aimerais savoir quelles dispositions vous avez prises à propos des ordures de l'aéroport international Pearson.